



## **Groupelement de commande du Groupelement Hospitalier de Territoire (GHT) 21-52**

**Etablissement support :**

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DIJON BOURGOGNE  
DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET LOGISTIQUES**

**5 Boulevard Jeanne d'Arc**

**B.P 77908**

**21079 DIJON CEDEX**

**Téléphone : 03 80 29 33 80**

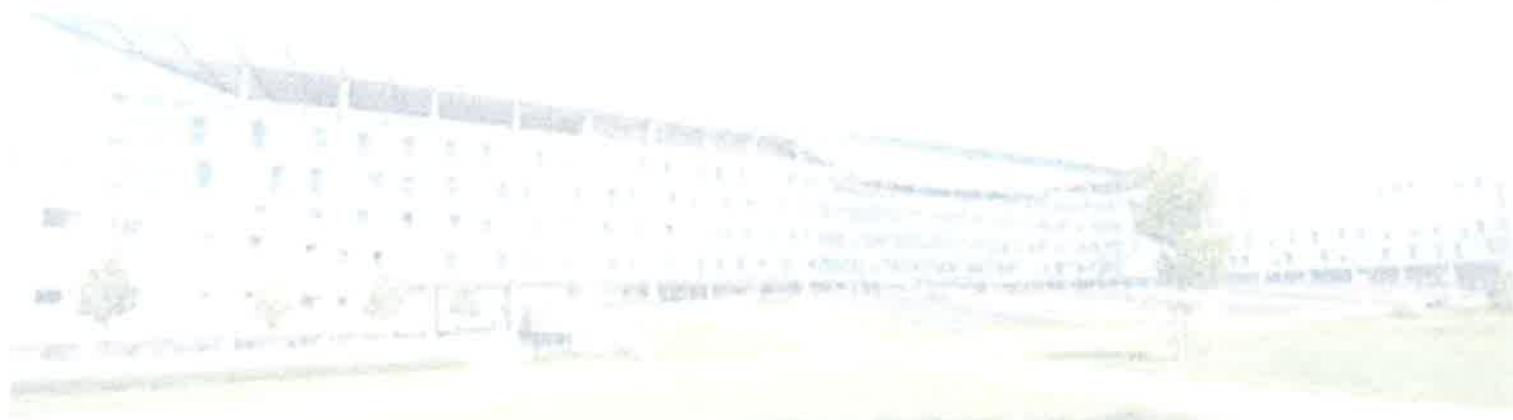
**Fax : 03 80 29 35 00**

### **MARCHE PUBLIC DE PRESTATION INTELLECTUELLE**

**Assistance à maitrise d'ouvrage juridique dans le cadre de  
la passation et de l'exécution de marchés publics**

**AO N°25103**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**



# SOMMAIRE

<b>1. DESCRIPTION DU MARCHE</b>	<b>4</b>
1.3 Forme du marché	4
1.4 Lieux d'exécution	4
<b>2. PIECES CONTRACTUELLES</b>	<b>4</b>
<b>3. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION</b>	<b>5</b>
3.1 Durée de l'accord-cadre	5
3.2 Délais d'exécution	5
<b>4. PRIX</b>	<b>5</b>
4.1 Prix de l'accord-cadre	5
4.2 Prix des marchés subséquents et des bons de commande	6
<b>5. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE</b>	<b>6</b>
<b>6. DROIT DE PROPRIETE INTELECTUELLE</b>	<b>7</b>
<b>7. OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE</b>	<b>7</b>
7.1 Obligation d'assurance	7
7.2 Respect des principes de laïcité et de neutralité	7
7.3 Respect du règlement général de protection des données personnelles	8
<b>8. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET GARANTIES</b>	<b>9</b>
8.1 Opérations de vérification et décision	9
8.2 Garantie	9
<b>9. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE REDRESSEMENT OU DE LIQUIDATION JUDICIAIRE</b>	<b>9</b>
<b>10. AVANCE</b>	<b>9</b>
10.1 Bénéficiaires et montant de l'avance	9
10.2 Conditions de versement de l'avance	10
10.3 Modalités de remboursement de l'avance	10
<b>11. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>10</b>
11.1 Utilisation du portail de facturation Chorus	10
11.2 Paiement des acomptes et du solde définitif	10
11.3 Contenu des demandes de paiement	11
11.4 Délai global de paiement	11
11.5 Paiement des cotraitants	11
11.6 Paiement des sous-traitants	12
11.7 Changement de domiciliation bancaire	12
<b>12. PENALITES</b>	<b>13</b>
12.1 Dispositions générales	13
12.2 Pénalités applicables	13
<b>13. MODIFICATION DU MARCHE</b>	<b>13</b>
13.1 Dispositions générales	13
13.2 Modifications contractuellement prévues	13

<b>14.</b>	<b>RESILIATION DU CONTRAT ET MISE EN REGIE .....</b>	<b>13</b>
<b>15.</b>	<b>REGLEMENT DES LITIGES.....</b>	<b>14</b>
<b>16.</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>14</b>

## 1. DESCRIPTION DU MARCHE

### 1.1 Objet du marché

Le marché porte des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique pour le compte du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) 21-52.

Plus précisément, il porte sur de l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation de marchés de fournitures courantes, services, prestations intellectuelles et techniques de l'information et de la communication. Les titulaires seront sollicités pour des prestations de conseil et/ou de production de documents ayant trait à ces marchés.

Le contenu des prestations est précisé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2 Bénéficiaires des prestations

Le marché concerne les établissements suivants :

- CHU DIJON BOURGOGNE
- CH DE LANGRES
- CH CHAUMONT

Il est précisé que les autres établissements pourront adhérer au marché au cours de son exécution.

### 1.3 Forme du marché

L'accord-cadre prendra la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire.

Modalités d'exécution	Plafond de l'accord-cadre	Nombre d'attributaire
bon de commande	100 000 € par an	1

### 1.4 Lieux d'exécution

Selon le type de prestations, ces dernières seront réalisées soit dans les locaux du titulaire, soit dans les locaux du pouvoir adjudicateur, soit dans les locaux d'un tiers.

## 2. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière,
- les bons de commande,
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par arrêté du 30 mars 2021,

- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- l'offre technique du titulaire, présentée au titre de l'accord-cadre.

Le titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance des documents ci-dessus et les avoir acceptés dans leur intégralité.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer à l'accord-cadre. Il en est ainsi, sans que la liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, des conditions générales de vente imprimés au verso des pièces contractuelles susvisées.

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du marché, et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité.

### 3. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

#### 3.1 Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée initiale de deux (2) ans à compter de sa notification. Il pourra ensuite être renouvelé par tacite reconduction deux fois une année. Le titulaire ne pourra s'opposer à ce renouvellement.

Le non-renouvellement à l'issue de la période initiale à la seule initiative du pouvoir adjudicateur devra faire l'objet d'une notification transmise par voie dématérialisée via la Plateforme des Achats de l'Etat en respectant un délai de préavis de deux (2) mois avant la date d'échéance du premier terme. En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

#### 3.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution seront fixés par le pouvoir adjudicateur dans chaque bon de commande, au regard des délais proposés par les titulaires dans leur offre.

### 4. PRIX

#### 4.1 Prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont des prix unitaires. Ce sont des prix plafonds et fermes.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, ils comprennent également toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents aux déplacements jusqu'aux lieux d'exécution de la mission, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix de l'accord-cadre sont révisables annuellement par application de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 (S_1/S_0)$$

- $P_1$  = le prix révisé
- $P_0$  = le prix initial pour la première année et pour les autres années le prix révisé ( $P_1$ ) de l'année précédente
- $S_1$  = le dernier indice publié à la date de révision
- $S_0$  = l'indice de référence retenu à la date d'établissement de  $P_0$
- Le coefficient ( $S_1 / S_0$ ) sera arrondi au millième supérieur

L'indice retenu est l'indice SYNTEC révisé.

Le titulaire doit adresser sa demande de révision des prix au CHU Dijon Bourgogne, au minimum trois (03) mois avant la fin de chaque période en cours.

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, la révision définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur le prix révisé ainsi que la formule de calcul détaillée (calcul et sources d'information avec l'indice retenu ayant servi pour son établissement).

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnités, l'accord-cadre, lorsque la variation conduit à une augmentation supérieure à 3 % d'une période à l'autre. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au minimum un mois avant la date d'effet de la résiliation.

Pendant cette période transitoire d'un mois, les conditions de prix appliquées par le titulaire seront les mêmes que celles définies à la date de notification du marché ou de la reconduction.

Dans le cas de circonstances imprévues, il est possible de déroger à la clause de sauvegarde après discussion et validation du pouvoir adjudicateur. Le titulaire devra faire preuve de transparence en communiquant tout élément permettant au pouvoir adjudicateur d'être avisé de la situation et de pouvoir analyser la demande.

#### **4.2 Prix des marchés subséquents et des bons de commande**

Le prix de chaque bon de commande sera déterminé par le pouvoir adjudicateur sur la base du BPU rempli par le titulaire.

### **5. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE**

Les bons de commande préciseront a minima :

- le numéro de l'accord-cadre,
- le numéro et la date du bon de commande,
- la nature précise des prestations à réaliser,
- le montant du bon de commande,
- le délai d'exécution des prestations.



## 6. DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il sera fait application des dispositions de l'article 35 du CCAG-PI.

## 7. OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE

### 7.1 Obligation d'assurance

Le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels doivent avoir souscrit un contrat d'assurance de responsabilité civile garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'ils peuvent encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels et/ou immatériels causés à l'occasion de la réalisation de leur mission.

Ces contrats doivent être en vigueur à la date du début d'exécution du marché et couvrir l'ensemble des dommages et ce pour un montant suffisant de manière à ce que le pouvoir adjudicateur ne soit jamais inquiété par la réclamation des tiers et qu'il puisse être indemnisé de ses propres préjudices.

Les garanties devront être reconduites d'année en année pendant toute la durée du contrat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander la communication des plafonds de garantie et exiger, si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel de ces plafonds.

### 7.2 Respect des principes de laïcité et de neutralité

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur, chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis au pouvoir adjudicateur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Le titulaire informe les usagers du service public des dispositifs leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Ces informations doivent s'accompagner des coordonnées du service référent de l'acheteur.

Il informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 500 euros HT par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

### **7.3 Respect du règlement général de protection des données personnelles**

Pour l'exécution du marché, le titulaire, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit Règlement Général sur la Protection des Données RGPD) et la loi n°7817 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Ainsi, le titulaire garantit mettre en place toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la protection de données à caractère personnel auxquelles il aura accès ou qui lui seront communiquées notamment leur sécurité et leur confidentialité.

Le titulaire s'engage à l'issue des prestations à procéder à la suppression des données qui lui ont été communiquées à la seule fin de la réalisation de celles-ci ou à les restituer au maître d'ouvrage selon ses indications.



## 8. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET GARANTIES

### 8.1 Opérations de vérification et décision

Les vérifications seront effectuées conformément à l'article 28 du CCAG-PI. Par dérogation à l'article 28.4.2, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents lui seront présentés.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

### 8.2 Garantie

Les prestations feront l'objet d'une garantie d'une année dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 28 du CCAG-PI.

## 9. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE REDRESSEMENT OU DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

Si le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, il doit immédiatement notifier le jugement déclarant l'ouverture de la procédure au pouvoir adjudicateur. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus précisé. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 10. AVANCE

Il est précisé que cet article concerne les marchés subséquents et les bons de commande, aucune avance ne pouvant être versée au titre de l'accord-cadre.

### 10.1 Bénéficiaires et montant de l'avance

En application de l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-18 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R2191-7 du Code de la commande publique, ces taux sont portés à 10,00 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

## **10.2 Conditions de versement de l'avance**

L'avance sera versée, dans le délai global de paiement, à compter de la date de début d'exécution du contrat.

Au regard du taux de l'avance accordée, aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **10.3 Modalités de remboursement de l'avance**

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acompte ou de solde et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

# **11. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

## **11.1 Utilisation du portail de facturation Chorus**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation CHORUS, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et en l'invitant à utiliser «Chorus».

Les factures devront mentionner l'adresse du destinataire, suivante:

Centre Hospitalier Universitaire  
Direction des Services Techniques  
5, Boulevard Jeanne d'Arc - BP 77908

## **11.2 Paiement des acomptes et du solde définitif**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Les prestations seront réglées en fonction de l'état d'avancement des prestations.

### **11.3 Contenu des demandes de paiement**

Les demandes de paiement doivent comporter les mentions suivantes :

- l'identification du créancier : dénomination sociale, adresse du titulaire, n° SIRET, mention RCS et ville où se trouve le greffe où il est immatriculé ;
- l'identification du débiteur : nom et adresse ;
- la désignation du payeur, avec l'indication du code d'identification du service chargé du paiement ;
- le numéro de l'accord-cadre ainsi que le numéro de bon de commande ou du marché subséquent ;
- un numéro unique d'identification basé sur une séquence chronologique et continue ;
- la date d'émission de la facture ;
- la période de facturation ;
- la dénomination précise des prestations réalisées ainsi que leur date d'exécution ;
- le prix hors taxes des prestations réalisées ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations réalisées ;
- le cas échéant, le détail des calculs du coefficient d'actualisation des prix ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- le cas échéant, le renseignements relatifs aux déductions et versements complémentaires ;
- en cas de groupement conjoint, le montant des prestations effectuées par chaque membre ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations réalisées par le sous-traitant, leur montant total HT ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT.

Il est précisé qu'étant assimilées à des factures, les demandes de paiement doivent également comporter les mentions obligatoires prévues par la loi et les règlements en vigueur et qui ne sont pas citées ci-dessus.

Le titulaire devra annexer à sa demande de paiement la justification des prestations réalisées.

### **11.4 Délai global de paiement**

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de cinquante (50) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le titulaire renonce à suspendre les garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives.

### **11.5 Paiement des cotraitants**

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. La demande de paiement comporte dès lors autant de parties qu'il y a de membre du groupement.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

#### **11.6 Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le sous-traitant adresse également, par voie électronique, sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de la preuve de réception de la demande par le titulaire (accusé de réception, récépissé de remise en main propre ou avis postal attestant que le pli a été refusé ou non réclamé). Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le titulaire a quinze (15) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur du marché, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

#### **11.7 Changement de domiciliation bancaire**

Le cas échéant, toute modification de coordonnées bancaires, en cours de marché, fera l'objet d'une demande expresse de la part du titulaire, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée du nouveau RIB (IBAN) et stipulant le(s) numéro(s) de marché(s) concerné(s) par ce changement.

Ce courrier sera obligatoirement signé par une personne habilitée à engager la société.

La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être engagée en cas de retard pris pour le traitement de l'information, si le formalisme demandé n'est pas respecté.

## 12. PENALITES

### 12.1 Dispositions générales

Les pénalités sont :

- sauf stipulation contraire, appliquées de plein droit sans mise en demeure préalable,
- cumulatives,
- plafonnées à la moitié du montant du marché ou du bon de commande,
- stipulées à titre purement comminatoire, sans aucun caractère libératoire et sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur pourrait prétendre.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant des pénalités sera déduit des sommes dues au titulaire.

### 12.2 Pénalités applicables

Il sera fait application des dispositions du CCAG-PI concernant le calcul des pénalités de retard.

## 13. MODIFICATION DU MARCHÉ

### 13.1 Dispositions générales

Conformément à l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, la modification du marché ne peut intervenir que dans un nombre d'hypothèses limitativement énumérées qui sont les suivantes :

- les modifications sont prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- des services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- les modifications ne sont pas substantielles ;
- les modifications sont de faible montant.

Toute modification du marché fera nécessairement l'objet d'un acte écrit avant de pouvoir être appliquée.

Dans les cas où aucun accord entre les parties ne serait trouvé, le marché pourra être résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur sans indemnisation du titulaire.

### 13.2 Modifications contractuellement prévues

Les établissements du GHT 21-52 qui ne sont pas bénéficiaires du marché à sa date de notification pourront adhérer au cours de son exécution. Les titulaires ne pourront refuser cette modification du marché.

## 14. RESILIATION DU CONTRAT ET MISE EN REGIE

Les dispositions du CCAG PI relatives à la résiliation du marché (articles 36 à 42), sont applicables avec les apports et précisions suivants :

- Si le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail, la personne publique pourra, après mise en demeure préalable, résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.
- Si le titulaire refuse de répondre à deux sollicitations (refus d'exécuter un bon de commande ou de répondre à un marché subséquent).
- En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

## 15. REGLEMENT DES LITIGES

Il est précisé que seul le droit français est applicable.

Avant de se diriger vers la voie contentieuse, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des différends ou Litiges relatifs aux marchés publics prévu par l'article R. 2197-1 du Code de la commande publique ou au Médiateur des entreprises prévu par l'article R. 2197-23 du Code précité.

Ces deux instances peuvent être saisies de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. La première recherche les éléments de fait et de droit afin de proposer une solution amiable et équitable alors que la seconde agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Il est précisé qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

En cas d'échec de la procédure amiable, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le Tribunal administratif de DIJON.

## 16. DEROGATIONS AU CCAG

Le tableau suivant recense les dérogations apportées au CCAG-PI :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il et dérogé	Objet
9	28.4.2	opérations de vérification
13	14.1, 14.2, 14.3	Pénalités



Document en date du	Rédacteurs	Signataires
22/04/2025	<p>B. ROLLIN Responsable cellule marchés</p> <p>J. BARNET Juriste</p>	<p>K. BOUYAHIAOUI Directeur des Affaires Economiques et Logistiques</p> <p>P.O. Thiery BOURGET le 24/04/2025</p>



